Deuxième jour de la treizième Réunion
MC(13) Journal No 2, point 8 de l'ordre du jour

DECISION No 3/05
LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE
TRANSNATIONALE ORGANISEE/Nouveau tirage rectifié*

Le Conseil ministériel,

1. Réaffirmant l'engagement pris par les Etats participants de prévenir et de combattre la criminalité organisée, en particulier telle qu'elle est reconnue dans la Charte de sécurité européenne (1999), dans le Plan d'action de Bucarest pour lutter contre le terrorisme (2001), dans la Stratégie de l'OSCE visant à faire face aux menaces pour la sécurité et la stabilité au XXI^e siècle (2003) et dans le Document sur la Stratégie de l'OSCE concernant la dimension économique et environnementale (2003),
2. Réitérant la profonde préoccupation exprimée dans les textes issus du Sommet du Millénaire (Document final du Sommet mondial de 2005) sur les effets négatifs que la criminalité organisée exerce sur la paix, la sécurité et la stabilité, ce qui constitue un obstacle majeur à la prospérité et au développement durable des Etats participants,
3. Soulignant les liens qui existent entre la criminalité transnationale organisée et d'autres menaces telles que les drogues illicites, le terrorisme, le commerce illicite des armes légères et de petit calibre ainsi que de matières et de technologies sensibles, la traite des êtres humains, le trafic de migrants, la cybercriminalité, la corruption et la migration clandestine dans le contexte de la criminalité organisée et du blanchiment d'argent,
4. Reconnaisant que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles s'y rapportant, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 2000 à New York, représentent un pas important dans la coopération internationale contre la criminalité transnationale organisée et offrent la possibilité de la combattre à l'échelle planétaire,
5. Reconnaisant l'action menée par l'OSCE dans les domaines liés à la lutte contre la criminalité organisée,
6. Convaincu que le concept de sécurité globale de l'OSCE est bien placé pour améliorer la capacité des Etats participants à faire face à la menace de la criminalité organisée, que

* Document ayant fait l'objet d'une mise en conformité linguistique.

l'OSCE peut offrir un cadre adapté à la promotion de la lutte contre la criminalité organisée, et saluant l'important travail accompli par les organisations et institutions internationales, en particulier l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

- Demande instamment aux Etats participants qu'ils renforcent leur coopération entre eux et avec l'ONUDDC, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales pertinentes ;
- Invite les Etats participants de l'OSCE qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux Protocoles s'y rapportant, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 2000 à New York, et à s'acquitter pleinement de leurs obligations au titre desdits instruments ;
- Charge le Secrétaire général de fournir aux Etats participants qui en font la demande l'appui voulu pour mobiliser l'assistance technique, notamment l'expertise et les ressources nécessaires, de la part des organisations internationales compétentes pour mettre en œuvre la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles s'y rapportant, à l'appui de et en étroite consultation avec la Conférence des Parties et l'ONUDDC ;
- Rappelle que prévenir et combattre la criminalité organisée exigent une approche cohérente des Etats participants en vue de promouvoir la mise en œuvre de leur législation et de leurs programmes nationaux pertinents, notamment dans le domaine de la justice pénale, en conformité avec la primauté du droit et les engagements des Etats participants de l'OSCE ;
- Charge le Conseil permanent de mener plus avant la coopération entre les Etats participants et de s'employer à mettre au point, avec l'appui du Secrétaire général et des institutions pertinentes de l'OSCE, des mesures et formes d'assistance possibles dont les Etats participants qui en font la demande pourraient disposer afin d'améliorer et de promouvoir le fonctionnement des systèmes de justice pénale, notamment la législation, l'application de la loi, les poursuites, l'administration de la justice, la coopération juridique internationale, y compris l'extradition et le système pénal, en consultation avec l'ONUDDC, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales pertinentes ;
- Invite les partenaires de l'OSCE pour la coopération et les partenaires méditerranéens de l'OSCE pour la coopération à mettre volontairement en œuvre les dispositions pertinentes de la présente décision.

MC.DEC/3/05/Corr.1
6 décembre 2005
Pièce complémentaire

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

**DECLARATION INTERPRETATIVE AU TITRE DU PARAGRAPHE 79
(CHAPITRE 6) DES RECOMMANDATIONS FINALES
DES CONSULTATIONS D'HELSINKI**

Par la délégation de la Turquie :

« La Turquie souhaite faire la déclaration interprétative suivante au titre du paragraphe 79 (Chapitre 6) des Recommandations finales des Consultations d'Helsinki :

Nous nous sommes raliés au consensus afin de rendre possible l'adoption de la présente décision qui, notamment, aborde un élément important de notre lutte collective contre le terrorisme, à savoir les liens entre terrorisme et criminalité organisée. La décision cherche à réaffirmer ces liens par des formulations qui ne correspondent pas à celles des documents agréés de l'OSCE. La Turquie considère que le contexte dans lequel cette décision est élaborée est inapproprié pour un examen compétent et approfondi de la nature de ces liens. En conséquence, l'adoption de la présente décision n'altère en aucune manière, que ce soit dans la lettre ou dans l'esprit, le caractère contraignant ni n'atténue l'impact opérationnel des déclarations de principe antérieures figurant dans le Plan d'action de Bucarest pour lutter contre le terrorisme (2001), ainsi que dans la Charte de l'OSCE sur la prévention et la lutte contre le terrorisme (Porto, 2002) et, surtout, dans la résolution 1373 (2001) du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

La Turquie demande que la présente déclaration soit jointe en annexe au journal du jour. »